ouest france

Page Morbihan – le 08/01/2021

La réforme des Finances publiques fâche

L'intersyndicale dénonce les effets de la réforme engagée par le ministère des Finances. Vingt-trois emplois sont menacés.

Cette année, 23 postes sont menacés a rappelé l'intersyndicale. | Photo : OUEST-FRANCE

Ils sont tous derrière cette mobilisation : Solidaires, CFDT, CGT, FO Finances dénoncent depuis plusieurs mois maintenant la réforme engagée dans les services. « **En 2021, elle aura pour conséquence la suppression de 23 emplois dans le Morbihan,** dénoncent-ils d'une seule voix **Avec des effets sur la qualité du service public.** »

Une réforme qui a mobilisé aussi parmi les élus locaux et des usagers. **Nous avons recueilli plusieurs centaines de signatures pour réclamer le maintien d'un service de proximité.** »

Des fermetures, des transferts

Des suppressions d'emplois qui s'accompagnent de fermeture de services. Depuis le 1er janvier, les trésoreries de Baud, Le Palais et Gourin ont baissé le rideau. « **L'activité qui concerne l'impôt foncier de Pontivy et Auray, a été transférée à Ploërmel,** énumèrent les agents, **l'activité de la gestion hospitalière de Pontivy est désormais à Lorient.** » Des transferts qui éloignent les usagers des services et qui alourdissent la charge de travail de ceux qui l'accueillent.

À compter du 1er septembre, Locminé, La Roche-Bernard et Port-Louis perdront leur trésorerie. En 2022 et 2023, d'autres transferts et fermetures sont au programme, pour ne retenir que deux grands pôles : Vannes et Lorient.

Les agents dénoncent le choix de sa direction et du ministère des Finances d'éloigner les usagers d'un accueil physique. « **Nous ne recevons le public que les lundi, mardi, jeudi et vendredi, uniquement le matin. Sinon c'est sur rendez-vous. Et au moment de la prise de rendez-vous, on encourage les agents de dissuader les usagers de venir physiquement.** »

Un moral au plus bas

En ligne de mire, la numérisation du service proposée le plus souvent possible. Les Maisons France service déployées pour compenser la disparition des services sont à leurs yeux inadaptées. « **Nous ne mettons pas en cause les agents de service public qui assurent cette mission, mais ils ne peuvent pas être experts dans tous les domaines. Et bien souvent quand les usagers s'y présentent, on leur propose d'ouvrir un compte fiscal numérique.** »

Pour les agents, la situation doit d'autant plus alerter, qu'elle touche à une matière pas toujours facile à comprendre. « **Se tromper dans une déclaration de revenus, cela a des incidences sur l'acquisition de droits sociaux.** » Les militants alertent sur la fracture numérique.

Depuis dix ans, les Finances publiques du Morbihan ont perdu 300 emplois. « **cela représente un tiers de notre effectif !** » Une dégradation du service pour les usagers, des conditions de travail pour les agents qui ont le sentiment de ne plus remplir leur mission. « **Le moral des collègues est au plus bas.** »

Delphine LANDAY.